PROTECTION DE LA NATURE

La « Protection de la nature » fut officiellement intégrée dans le programme de la Société des Naturalistes Luxembourgeois par une décision de l'Assemblée Générale du 7 janvier 1946 (proposition Marcel HEUERTZ).

Lors de la revision des statuts qui paraissent sous leur nouvelle forme dans le présent Bulletin 1954, il a été tenu compte de cet élargissement du cadre de nos travaux.

*

De différentes manières la S. N. L. a pris part à des actions ayant en vue la conservation de notre patrimoine naturel.

Ainsi, le 10 juillet 1954, la lettre suivante fut adressée à M. Pierre FRIEDEN, Ministre de l'Intérieur, à Luxembourg:

Monsieur le Ministre,

Les soussignés Nicolas OBERTIN, Directeur des Eaux et Forêts, Marcel HEUERTZ, Professeur de Sciences naturelles et Conservateur du Musée d'Histoire naturelle, René KAYSER et Henri RINNEN, Président et Secrétaire de la « Ligue pour l'étude et la protection des oiseaux », Eugène BECK, Professeur de Sciences naturelles et Président ff. de la « Société des Naturalistes Luxembourgeois » ont l'honneur de vous soumettre le projet suivant:

La construction du barrage de la Haute-Sûre près d'Esch-Sûre a donné lieu de la part de M. Henri LUJA, Chef du Service de l'Urbanisme au Ministère des Travaux Publics, à l'élaboration d'un projet d'aménagement général de la région située en contact avec l'ouvrage technique en question. Cet aménagement prévoit des zones d'emprise, des zones de protection avec interdiction de bâtir, des zones de constructions nouvelles avec prescriptions spéciales.

La question se pose si ce projet ne permet pas de créer, sur la base de l'aménagement prévu, une *réserve nationale de pro-*

tection de la nature, qui serait évidemment à l'échelle modeste de notre pays, mais d'une utilité non contestable. Il est en effet à prévoir que le milieu biologique, nouveau pour notre région, constitué par cette considérable surface d'eau bordée de forêts, sera du plus grand intérêt pour la flore et la faune. Il est même probable qu'il offrira un habitat à des espèces nouvelles ou rares, surtout pour ce qui concerne l'avifaune; le lac artificiel jouera sans doute aussi le rôle de gîte d'étape pour certains oiseaux migrateurs, répondant ainsi à un désir exprimé par des conventions internationales de protection. D'autres espèces animales appartenant aux groupes zoologiques les plus variés y trouveront certainement aussi refuge. La flore jouira d'un microclimat nouveau dont les effets se feront sentir d'une manière intéressante.

Pour réaliser ce projet, il suffirait d'ajouter aux servitudes d'aménagement, déjà prévues, une *interdiction générale de chasse* pour un périmètre à déterminer; cette interdiction ne touchant évidemment pas les agents autorisés de l'Administration des Eaux et Forêts chargés de la surveillance de la réserve et du maintien de l'équilibre faunistique. De toute façon, la région du lac promettant de devenir un lieu important de tourisme et de sport, une mesure de ce genre se serait sans doute imposée un jour ou l'autre, pour des raisons de sécurité et de calme.

Nous tenons à relever que notre projet n'entend pas toucher aux décisions à prendre quant à l'exploitation piscicole du lac et aux modalités qu'on jugera bon de lui donner. De toute manière, celle-ci demandera une surveillance analogue à celle que comporte notre proposition.

Nous n'insistons pas sur la valeur générale d'une telle réserve naturelle qui correspondrait, toutes proportions gardées, aux institutions analogues de l'étranger; celles-ci jouent un rôle de plus en plus éminent dans le domaine du tourisme, de la santé publique, de la science et de l'éducation.

Ci-joint la carte de la région du barrage dressée par les Services de M. Henri Luja et sur laquelle nous avons délimité schématiquement la zone éventuelle à mettre sous protection; elle est environ de 4 400 ha, dont 400 ha de surface d'eau. Les limites exactes seraient à définir en rapport avec les problèmes biologiques et administratifs que pose une telle création.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de nos sentiments les plus distingés.

(signé)
OBERTIN, HEUERTZ, KAYSER, RINNEN, BECK.

M. Pierre FRIEDEN a bien voulu adresser la réponse suivante à M. Eugène BECK, Président ff. de la S. N. L.:

GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Luxembourg, le 23 décembre 1954.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous informer, en réponse à votre lettre du 10 juillet 1954 relative à la création d'une réserve nationale de protection de la nature lors de la construction du barrage de la Haute-Sûre près d'Esch-sur-Sûre, que la Commission d'aménagement des Villes, chargée d'élaborer un projet d'aménagement général de la région située en contact avec l'ouvrage technique en question, tiendra compte des suggestions faites par votre Société en vue de la création d'une réserve nationale de protection de la nature.

Il en sera libellé en son temps un règlement approprié qui formera portion aliquote du programme général d'aménagement et de servitudes que ce programme comportera.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de mes sentiments distingués.

Le Ministre de l'Intérieur,
(s.) FRIEDEN.

*

La question de la pollution de nos rivières ainsi que la protection générale de nos eaux a suscité depuis longtemps, avec le concours énergique et dévoué de notre membre, M. le Prof. Joseph HOFFMANN, un intérêt vigilant auprès de la « Fédération des pêcheurs sportifs », présidée par M. Paul ELVINGER, également membre de la S. N. L.

Celle-ci a mis en route la création d'une « Ligue pour la protection des eaux » et avait convoqué la Société des Naturalistes pour une première prise de contact des groupements intéressés, à la date du 25 novembre 1954. Notre société y fut représentée, suivant une décision prise à la séance hebdomadaire du 22 novembre 1954, par MM. Eug. Beck, J. Becker, M. Heuertz, Jos. Hoffmann, L. Reichling, R. Stumper.

*

Nous reproduisons, dans le même ordre d'idées, un article publié par notre Président d'Honneur M. Michel Lucius, Chef du Service Géologique, dans l'hebdomadaire « d'Letzeburger Land », dont le directeur est notre membre M. Carlo Hemmer, (nº 10, 1954):

RATIONALISIERUNG UNSERER WASSERVERSORGUNG.

Beschaffung und Verbrauch.

Etwa 95 % unsers Bedarfs an Trink- und Wirtschaftswasser wird durch ein Netz von Wasserleitungen geliefert. Die einzige größere Lücke bestand im Nordwesten des Landes zwischen Harlingen und Huldingen. Hier ist der Ausbau des Ardenner Wasserleitungsnetzes in vollem Gang, und falls sich etwa die 3 letzten Ortschaften des Gutlandes zu einer solchen Modernisierung entschließen werden, kann innerhalb weniger Jahre jeder Haushalt des Landes mit fließendem Wasser beliefert werden.

Das ist ein Fortschritt auf dem Gebiete der Hygiene und und der Wirtschaft, auf den wir stolz sein dürfen und der bei weitem in keinem andern Lande verwirklicht ist.

Aber jeder Fortschritt hat auch seine Kehrseite. Unser hoher Lebensstandard, die stetige Weiterentwicklung der Industrie und der Bodenbewirtschaftung bedingen eine entsprechende Steigerung des Wasserverbrauches, der, bei Einbezug aller einschlägigen Faktoren, heute rund 200 l pro Person und Tag erreicht, in den nächsten 10 Jahren aber um mindestens 50 % steigen wird.

All dieses Wasser stammt bis jetzt aus dem Grundwasser, welchem demnach täglich 60 Tausend, in naher Zukunft etwa 90 Tausend cbm entnommen werden. Gereinigtes Flußwasser ist bis dahin im Haushalt nicht in Gebrauch.

Der Ausbau unsers Wasserleitungsnetzes ging natürlich von den Punkten aus, wo das Grundwasser in Gestalt starker Quellen zu fassen ist. Das ist aber in erster Linie das Gebiet des sogenannten «Luxemburger Sandsteines». Tiefenbohrungen zwecks Wasserversorgung wurden erst in jüngster Zeit in größerem Maßstabe ausgeführt.

Der «Luxemburger Sandstein» ist ein bis 100 m mächtiger kalkhaltiger Sandstein des Gutlandes, der auf einer mergeligen Unterlage aufruht. Er geht auf einer Fläche von 300 Quadratkilometern zu Tage und ist vorwiegend bewaldet. Hier haben wir also ein mächtiges und ausgedehntes durchlässiges Gestein, das auf einer undurchlässigen Unterlage aufruht, so daß es eine mächtige Reserve von gut filtriertem Grundwasser mittlerer Härte einschließt. Wird diese Reserve durch ein Tal angeschnitten, so fließt das Grundwasser als *Quelle* ab.

Als die Ansprüche an gutem und reichlichem Trinkwasser immer mehr wuchsen, wurden nicht nur die am Rand des Sandsteingebietes liegenden Ortschaften, sondern auch der Kanton Esch durch die Wasserleitung des Südens und das Ösling durch die Ardenner Wasserleitung aus dem Grundwasser des «Luxemburger Sandsteines» versorgt. Auf diese Weise werden etwa 90 % unsers Wasserbedarfes einem einzigen Wasserhorizont entzogen.

Unser Wasservorrat ist gefährdet.

Der Ausbau einer solchen Fernwasserversorgung war ja ein schönes Beispiel nationaler Solidarität, aber ein schwerer Eingriff in ein in vielen Jahrtausenden wohl ausgewogenes Regime unserer Grundwasserführung, der recht böse Folgen nach sich ziehen wird, falls wir nicht den Mut aufbringen, unsern Irrtum einzugestehen. Überlegen wir einmal folgende Tatsachen:

Bei einer mittlern jährlichen Niederschlagsmenge von 700 mm und bei einem Versickerungskoeffizienten von 25 % gelangen jährlich 52,5 Millionen Tonnen Wasser in den Hauptwasserhorizont des Luxemburger Sandsteines, denen eine Entnahme von rund 20 Millionen und in 10 Jahren von rund 30 Millionen Tonnen entgegenstehen, was 38 resp. 57 % der Einnahme entspricht.

Diese Einnahme von 52,5 Millionen bildet gleichsam das Betriebskapital des Grundwasserregimes des Luxemburger Sandsteines, auf welchem sich seit vielen Jahrtausenden die natürlichen Vegetationsverhältnisse und die Lebensbedingungen des Luxemburger Sandsteingebietes aufgebaut haben. Heute entziehen wir über ein Drittel, in den nächsten 10 Jahren über die Hälfte dieses Betriebskapitales seiner natürlichen Bestimmung.

Früher speisten die starken Quellen die zahlreichen kleinen Bäche des Sandsteingebietes; heute liegen diese Bäche wenigstens einen Teil des Jahres trocken oder führen eine unbedeutende Wassermenge und der natürliche Kreislauf ist gestört. Heute sind alle nennenswerten Quellen des Sandsteines gefaßt und das Wasser geht auf seinem weitern Wege durch die Kanalisation direkt in die größern Bäche und Flüsse, ohne den Weg durch den filtrierenden Boden zu nehmen.

Es wäre naiv, sich nach den Zeiten zurückzusehnen, wo das Wasser sich durch den Auslauf des Spülsteines in das Freie ergoß, um wieder zum Teil im Boden zu versickern. Im Gegenteil, jede Wasserleitung fordert eine Kanalisation, und zwar eine die den Ansprüchen der Hygiene genügt. Jeder Fortschritt in dem Komfort und in der Hygiene ist zu fördern, aber wo er ein natürliches Kräfteverhältnis stört, muß dasselbe auf einem Umweg wieder ausgeglichen werden.

Zu dem Umstand, daß wir durch den zunehmenden Verbrauch des Grundwassers ein Manko in dem natürlichen Wasserregime schaffen, kommt noch hinzu, daß viele natürlichen Quellenaustritte im Sandstein aus verschiedenen Gründen etwas höher lagen als die Basis des Grundwasserhorizontes, welche durch den Kontakt des durchlässigen Sandsteines gegeben ist, so daß auch hier sich eine Reserve unter dem Quellenaustritt gebildet hatte. Heute setzen wir, technisch richtig, die Quellenfassung unmittelbar auf die undurchlässigen, dunkeln Mergel an der Basis des Sandsteines, vertiefen auch ältere, zu hoch sitzende Fassungen, mit zeitweiliger Zunahme der Schüttung, bis auf dieses Niveau. So werden nicht nur die alten Reserven erschöpft, es bilden sich auch keine neuen mehr.

Daß unsere Quellen seit der Intensivierung der Wasserentnahme um ein Viertel bis ein Drittel, vielfach sogar um die Hälfte zurückgegangen sind, ist bekannt. Man führt dies meistens

auf abnehmende Niederschlagsmengen zurück. Diese sind in unserm Gebiete zwar periodischen Schwankungen unterworfen, welche aber stets in engen Grenzen bleiben; wobei sich noch die Extreme durch das langsame Absinken der eingesickerten Niederschläge bis zu 100 m Tiefe zum großen Teile verwischen.

So liegt die mittlere jährliche Regenmenge für die weitere Umgegend von Luxemburg-Stadt für die Zeitperiode von 1901 bis 1930 bei 815 mm, für die Zeit von 1931 bis 1945 bei 731 mm. Das entspricht einer Abnahme von kaum 10 %. Die Quellen dieses Gebietes aber haben in ihrer Ergiebigkeit um 30 bis 50 % abgenommen.

Die Ursachen des beunruhigenden Rückganges sind also anderswo zu suchen. Sie liegen darin, daß das in den vielen Jahrtausenden eingespielte Gleichgewicht des Grundwasserregimes gestört und die Reserven aufgebraucht werden. Wir leben gleichsam aus der Hand in den Mund und zehren an der Substanz selbst der Grundwassermasse.

Angesichts dieser beunruhigenden Erscheinung müssen wir uns darüber klar werden, daß das unterirdische Grundwasser einen nationalen Bodenreichtum darstellt, an dem die Allgemeinheit in höchstem Maße interessiert ist, von dem das Wohl und das Wehe aller abhängt. Es wäre ein betrübendes Zeichen für unsere geistige Reife, hätten unsere Fachleute nicht das Pflichtgefühl, hier aufzuklären, hätte nicht die öffentliche Gewalt den Mut, eine sich hier aufdrängende Neuregelung vorzunehmen oder würde die Mehrheit sie aus Bequemlichkeit oder gar aus Eigennutz abweisen.

Es sind technische und legislative Maßregeln zu treffen, welche den tatsächlichen hydrologischen Verhältnissen gerecht werden, soll nicht unsere Wasserversorgung in eine Lage kommen, welche für das ganze Land eine schwere Schädigung bedeutet.

Technische Verhütungsmaßnahmen.

In erster Linie drängt sich eine Rationalisierung der Ausbeutung des Grundwassers des Luxemburger Sandsteins auf, da dieses heute in seinem Bestande selber gefährdet ist. Die in dieser Formation gelegenen Ortschaften werden, selbstverständlich, wie bisher aus diesem Wasserhorizont gespeist. Die randlich

gelegenen Ortschaften sollen aus diesem nur soweit Zuschuß erhalten, als die lokalen Vorräte nicht ausreichen.

Die geologischen Schichten des Gutlandes enthalten noch einige nicht unbedeutende, aber bis dahin vernachlässigte Wasserhorizonte wie der Buntsandstein und der Muschelkalk. Einige Stufen des mittleren und obern Lias in sandiger oder kalkiger Entwicklung im SW des Landes führen lokal größere Wassermengen. Auch das Alluvium der Täler liefert strichweise brauchbares Trinkwasser in nicht unbedeutender Menge. Gegebenenfalls muß das Wasser dieser Formationen für den Hausverbrauch verbessert oder entkeimt werden. An dieser Forderung kommen wir übrigens nicht mehr vorbei.

Unsere interkommunalen Wassersyndikate sollen kein Geschäft sein, das möglichst viel Wasser mit Gewinn absetzt, sondern aber verantwortungsbewußte Verwalter eines nationalen Reichtums. Denn wir dürfen nicht vergessen, daß man zwar jede andere Mangelware importieren kann, doch das Wasser nicht.

Bei einer rationellen Bewirtschaftung des Grundwassers kann das Gutland für den Haushaltungsgebrauch damit noch 10-15 Jahre auskommen, ehe an den Gebrauch von Flußwasser herangetreten werden muß.

Für das Ösling müssen unverzüglich einschneidende Veränderungen in der Wasserversorgung getroffen werden. So großzügig der ursprüngliche Plan auch war, das Ösling aus dem scheinbaren Überfluß des Gutlandes mit Trinkwasser zu beliefern, so heißt es doch heute, den wirklichen Tatsachen gegenüber den Mut aufzubringen, das Steuer umzuwerfen und einen andern Kurs einschlagen, wollen wir nicht den wichtigsten Wasserhorizont des Landes zu Grunde richten.

So paradox es auch scheinen mag, das Ösling, welches heute von dem scheinbaren « Überfluß » des Gutlandes gespeist wird, muß nicht nur Selbstversorger werden, es soll auch dem Gutland zu Hilfe kommen.

Im Gutlande werden in den verschiedenen Wasserhorizonten immerhin im Durchschnitt 15 % der Niederschlagsmengen aufgespeichert. In den steil aufgerichteten, undurchlässigen Schiefergesteinen des Öslings fehlen eigentliche Wasserhorizonte. Nur in der oberflächlichen Verwitterungszone und in den Klüften

sammeln sich kaum 5 % der Niederschlagsmengen an, während sich der übergroße Teil oberflächlich in die Wasserläufe ergießt. Daher die großen Schwankungen in den Abflußmengen der Flüsse unsers Schieferbodens, die noch in den Monatsdurchschnitten wie 1:50 sein können. Hier müssen die mangelhaft ausgebildeten natürlichen Grundwasserhorizonte durch künstliche Aufstauungen, welche als Regulator und Wasserspeicher dienen, ersetzt werden, wozu sich die engen und tiefen Täler im undurchlässigen, unlöslichen Schiefer- und Quarzgestein mit meist minderwertiger Anbaufläche und äußerst dünner Bevölkerung vorzüglich eignen.

Talsperren, wie die bereits durch Gesetz genehmigte von Esch-Sauer, die geplante des Ourtales, sind für die Wasserwirtschaft des Landes, auch abgesehen von der Erzeugung elektrischer Energie und einer Regulierung der jahreszeitlichen Wassermengen, eine lebenswichtige Notwendigkeit. Zu einer wirklich rationellen Wasserbewirtschaftung müßte dann noch eine Talsperre des Trottener Baches oberhalb Sassel hinzukommen, welche ausschließlich der Wasserversorgung dienen sollte. Der Trottener Bach mit seinen weitverzweigten Zuflüssen ist der wasserreichste und regelmäßigste Bach des Öslings, welcher in einem weiten, ebenen Talboden mit bedeutendem, stark durchlässigem Alluvium auf undurchlässigem Schiefer fließt, unterhalb der Einmündung des Demeschbach sich aber plötzlich verengt, so daß oberhalb Sassel, genauer gesagt in dem Talstück zwischen den Straßen Boxhorn-Asselborn und Wincheringen-Asselborn, ohne große Kosten ein Stau hergestellt werden könnte. Sind diese drei Talsperren verwirklicht, dann besteht die Möglichkeit, unter Vermeidung der heutigen großen Pumpkosten das Ösling reichlich mit Wasser zu versorgen und dazu von der gestauten Menge an das Gutland abzutreten.

Reform des Wasserrechts.

Die Umgestaltung unserer Wasserversorgung verlangt aber auch in gesetzgeberischer Hinsicht eine radikale Neuordnung, welche den modernen hydrogeologischen Erkenntnissen gerecht wird.

Ein modernes Wasserrecht muß auf geologischer Grundlage beruhen, welche folgende Tatsachen feststellt:

1. Das Grundwasser bildet eine in beständiger, wenn auch sehr langsamen Bewegung begriffene Wassermenge, welche den versickerten Teil der auf ausgedehnte Flächen gefallenen Niederschlagsmengen darstellt.
2. Das Grundwasser ist auf der ganzen Ausdehnung der durchlässigen Schicht ausgebreitet und bewegt sich also nicht linien-, sondern flächenhaft.
3. Das Wasser wird auf seinem Wege durch die Tektonik der Schichten geleitet, welche nichts mit dem Relief der Oberfläche zu tun hat. Muldenförmige Verbiegungen der undurchlässigen Unterlage, welche das Wasser auf seinem Wege nach der Tiefe staut, stellen die besten Sammelwege dar. Wird eine solche Mulde zufällig von einem Tale angeschnitten, so tritt das Wasser in Form einer Quelle aus.

Quellen sind also durch den Zufall der Tiefenerosion geschaffene Austrittspunkte des über großen Flächen angesammelten Grundwassers. So bedarf beispielsweise theoretisch eine Quelle im Gutland bei der Annahme, daß 15 % der Niederschlagsmenge in die tiefere wasserführende Schicht gelangen und alles Wasser restlos an einem Punkte wieder austritt, eines Einzugsgebietes von rund 120 ha. In Wirklichkeit muß das Einzugsgebiet mindestens das doppelte hiervon betragen.

Hieraus erfolgt logischer Weise, daß der zufällige Austritt einer Quelle auf irgendwelchem Privatbesitz kein von der Natur gegebenes Eigentumsrecht darstellen kann, sondern daß Grundwasser und Quellen Allgemeingut sind. Unsere bestehende Gesetzgebung trägt den wirklichen Verhältnissen gar keine Rechnung. Sie beruht auf dem römischen Recht, welches die Existenz des Grundwassers nicht kennt und nach welchem eine Quelle zu dem Grundstück gehört, auf dem sie hervortritt.

Das Gesetz verfügt: « Celui qui a une source dans ses fonds peut en user à sa volonté sauf le droit que le propriétaire du fonds intérieur pourrait avoir acquis par titre ou par prescription. »

Nach dem Kommentar zu diesem veralterten Gesetz kann der Eigentümer einer Quelle, die auf seinem Grundstück austritt, darüber nach Belieben verfügen, so lange sie innerhalb der Grenzen seines Grundstückes ist. Er kann ihr einen neuen Lauf

geben, sie fassen und für jeden Gebrauch verwenden. Er kann sie sogar ersticken, wenn dies ihm gefällt.

Aber paradoxerweise schützt dieses Gesetz, das scheinbar dem Eigentümer jedes Recht einräumt, diesen in Wirklichkeit gar nicht. Der Eigentümer des anstoßenden Grundstückes verfügt über dieselben Rechte; er kann hier jede Arbeit ausführen, um das Grundwasser seines Grundstückes zu fassen, selbst wenn er dadurch das anstoßende Grundstück trocken legt. Jeder kann also auf seinem Grundstück Wasser fassen, selbst auf die Gefahr hin, den Grundwasserhorizont zu schädigen.

Wir bedürfen deshalb eines Gesetzes, welches das Grundwasser schützt, das seinem Wesen und seiner Entstehung nach ein kollektives Gut ist, das der Allgemeinheit zu Gute kommen soll.

Wenn schon seiner Zeit die oolithischen Eisenerzlager des Kantons Esch zum Wohl des ganzen Landes als Eigentum der Allgemeinheit erklärt werden konnten, wieviel mehr gilt dies denn für die in der Tiefe in steter Bewegung und an keine Grenzen gebundenen Grundwassermengen. Unter welcher Form etwaige erworbene Rechte entschädigt werden sollen, ist eine Frage nebensächlicher Bedeutung. Das Problem der Wasserversorgung ist ein nationales Problem etwa wie die Gesundheitspflege oder die soziale Wohlfahrt und muß als solches behandelt werden.

Schutz gegen den Schmutz.

Aber auch die *Qualität* des Wassers muß wirksam geschützt werden. Eine Überwachung gegen Verschmutzung des Wassers von außen her besteht nur auf indirektem Wege. Eine permanente Gefahr besteht nur für das Wasser das in Kalkgestein zirkuliert, wo die Filtration oft Null ist, selbst wenn das Wasser unterirdisch weite Wege zurücklegt. Solches Wasser dürfte ohne vorherige Behandlung nicht als Trinkwasser gebraucht werden.

Im Luxemburger Sandstein, wie übrigens in allem geklüfteten Gestein bilden besonders die künstlichen und natürlichen Versickerungslöcher (puits perdus) eine beständige Gefahr der Verschmutzung.

Hierunter sind alle Löcher und Spalten in klüftigem Gestein zu verstehen, welche normalerweise trocken sind.

Der Gebrauch oder Mißbrauch solcher Versickerungslöcher bilden überall dort, wo keine Kanalisation besteht, das leichteste und daher das am meisten benutzte Mittel, um sich der Abwässer zu entledigen. Die zahlreichen Jauch- und Abortgruben, die undichten Kanalisationen oder solche ohne Kläranlagen gehören hierbei. Ebenso oft werden die Schmutzwässer rücksichtslos in Spalten und Klüfte geleitet. Auch die nicht mehr im Gebrauch stehenden Ziehbrunnen des Dorfes, das sich heute eine Wasserleitung zugelegt hat, müssen als Versickerungsschächte dienen, obwohl sie doch in das Grundwasser hinabreichen, ja manchmal in demselben Grundwasser stehen, das die Wasserleitung speist.

Die Gefahren einer Verschmutzung unsers Grundwassers durch Versickerung großer Mengen von Abwässern, besonders in der Umgegend unserer Hauptstadt, sind nicht zu leugnen, und hier tut eine strenge Kontrolle und gegebenenfalls ein energisches Zugreifen der Behörde des Gesundheitswesens not, soll nicht unser wertvollster Wasserhorizont gefährdet werden.

Ein wunder Punkt, besonders bei den Leitungen von Einzeldörfern, ist die Frage der *Schutzzone*. Jede Wasserfassung, sei es aus einer Quelle oder einem Bohrloch, soll von einer Fläche Land umgeben sein, auf welcher es verboten ist zu pflügen, zu düngen oder Vieh zu treiben, um die Verschmutzung des Wassers in der Gegend der Austrittsstelle zu verhindern. Die Größe dieser Zone ändert nach der geologischen Beschaffenheit des Bodens und kann zwischen 4 a und mehreren ha ändern. Bei unsern großen Quellenfassungen, die meistens in Wäldern liegen, ist die Frage ideal gelöst, aber die Fassungen einzelner Dörfer, die ohne jeden Schutz inmitten der Häuser, der Viehweiden, der Weinberge oder Felder liegen, sprechen den elementarsten Ansprüchen der Hygiene Hohn.

Bei einer rationellen Bewirtschaftung unserer unterirdischen Wasservorräte kommen wir in scheinbaren Widerspruch mit dem Prinzip des Privateigentums und der Gemeindeautonomie. Aber in einem wohlgeordneten Staatswesen kann das Prinzip des Privateigentums und der Gemeindeautonomie nicht in Widerspruch mit dem Allgemeininteresse stehen, sonst müssen diese beiden Prinzipien unserer Demokratie als Mißbrauch bezeichnet werden. Es darf nicht geschehen, daß der Einzelne über das

Grundwasser zum Schaden der Allgemeinheit verfügen kann, wie es nicht zulässig ist, daß durch Nachlässigkeit einer Gemeinde in puncto Hygiene das Grundwasser verunreinigt wird, das von vielen Gemeinden als Trinkwasser gebraucht wird.

In unserer Wasserversorgung besteht also ein nicht zu leugnender Widerspruch. In der Verteilung des Wassers durch die Wasserleitungen wurde ein Maximum geleistet, in der rationellen Ausbeute des Grundwassers und in dem Schutz seiner Qualität bleibt noch mancherlei zu tun, bis die Frage der Wasserversorgung in ihrer Gesamtheit gelöst ist.

*

A l'initiative de M. le Prof. Eugène Beck, Président ff. de la Société des Naturalistes Luxembourgeois, la séance hebdomadaire du 29 novembre 1954 fut consacrée à des sujets de protection de la nature. (Voir le compte-rendu de cette réunion p. 231 du présent Bulletin.)

Dans une lettre adressée à M. Marcel Heuertz, à l'occasion de cette assemblée, M. René Blum, Ministre du Grand-Duché de Luxembourg à Moscou, avait rendu attentif à un projet de loi concernant la protection de la nature déposé le 22 juillet 1930 par M. le Député Thilmany et quatre de ses collègues à la Chambre des Députés. Ce projet était accompagné d'un Exposé des Motifs dont les arguments essentiels n'ont pas perdu leur valeur et dont nous faisons suivre le texte:

L'influence néfaste du développement de l'industrie et de l'extension des villes, l'exploitation intensive du sol, les fantaisies de la mode, l'indifférence, l'ignorance et l'avidité du roi de la création ont rompu l'équilibre entre les espèces, que ce soit de la Faune ou de la Flore, et créé un état de choses qui menace d'anéantir les beautés et les trésors de la nature.

Cette situation néfaste et ses suites funestes pour les espèces animales et végétales, et pour les intérêts même de l'homme, ont été reconnues depuis longtemps par des personnes clairvoyantes qui, dans tous les pays, se sont organisées en sociétés protectrices de la nature. Par des conférences, par des publications, par de nombreux articles dans les quotidiens, l'attention de la grande masse et de la population en général et du législateur en par-

ticulier, a été attirée sur les incalculables pertes économiques et morales résultant d'une exploitation irrationnelle et d'une destruction insensée de ces richesses naturelles.

Le cri d'alarme a été entendu et partiellement écouté par les Gouvernements de plusieurs pays déjà. Les parcs nationaux (réserves et refuges) créés aux Etats-Unis de l'Amérique, dans les colonies de la France et de la Belgique, en Ukraine, en Pologne, en Italie, en Suisse, etc. en sont la meilleure des preuves. Toute la Faune et la Flore, ou tout au moins les espèces les plus menacées d'une diminution rapide ou d'une disparition certaine, y jouissent d'une protection efficace.

D'autres pays ont institué des lois pour enrayer une destruction insensée, voire une extermination certaine des espèces qui méritent le plus notre attention et notre protection.

Le Grand-Duché de Luxembourg, lui aussi, a marché dans cette voie. Après la loi sur la protection des monuments et sites, il a institué dernièrement une loi sur la protection des oiseaux qui, pour autant qu'elle vise les insectivores utiles à l'agriculture et l'abolition de certaines méthodes de chasse, marque un grand progrès vis-à-vis du passé. Cependant, l'opinion d'un grand nombre d'ornithologistes, dont l'avis sur la nouvelle loi a été publié dans le bulletin de la Ligue Luxembourgeoise pour la Protection des Oiseaux, est que des lacunes regrettables se sont glissées dans cette loi, votée cependant à la presqu'unanimité!

En effet, elle ne protège pas suffisamment les oiseaux de proie qui, eux aussi, sont d'une grande utilité économique. Ces rapaces diminuent considérablement le nombre des rongeurs nuisibles, comme les campagnols, les mulots, les rats, les souris, les lapins de garenne, les écureuils, etc., ils représentent la police sanitaire du gibier à poils et à plumes et, partout où leur nombre est en diminution, des épizooties redoutables déciment d'une manière inquiétante les petits oiseaux, les perdrix et les lièvres. Si nous croyons les nouvelles publiées dans les journaux de notre pays, une de ces épizooties récentes a si durement atteint le gibier d'une chasse, que le garde a trouvé morts plus de cinquante lièvres. Les oiseaux de proie sont, d'ailleurs, parmi les plus splendides représentants de la Faune ailée, et, dans tous les pays, le sentiment se fait de plus en plus jour que nous ne

devons pas protéger les oiseaux et les autres animaux sauvages pour des motifs d'ordre purement matériel, mais aussi pour les préserver eux-mêmes.

Voici ce que, dans cet ordre d'idées, dit le rapport annuel pour 1924 de la Ligue Suisse pour la protection de la nature:

« A notre époque, où l'on bat monnaie en aliénant sans pitié des beautés naturelles et des valeurs idéales irremplaçables, où notre dépendance s'accroît vis-à-vis de l'étranger qui nous envahit de plus en plus, nous estimons que la restauration et le renforcement du sens de la nature et de l'attachement à la terre natale au sein de notre peuple et de ses fils émigrés est une œuvre d'une urgente nécessité et digne de tous les sacrifices. D'ailleurs, tout ce que nous avons péniblement acquis jusqu'ici reposerait sur une base peu stable, si notre population ne saisissait pas jusqu'en ses tréfonds l'idée de la protection de la nature... »

Enfin, il y a grande nécessité de protéger d'une manière efficace les oiseaux de proie, si nous voulons les préserver d'une extermination radicale. Les chiffres publiés dans ces derniers temps sur la destruction des oiseaux de proie ne sont pas sans nous impressionner fortement. Nous ne sommes pas loin de nous demander si les primes payées aux gardes-chasses les plus zélés et les plus habiles dans la destruction de ces beautés de la nature ne les incitent pas à faire plus que la loi ne leur permet. Il faut enrayer le plus tôt possible, et dans le plus bref délai, ces encouragments à la poursuite des rapaces.

Ce que nous venons de dire sur les oiseaux de proie peut s'appliquer, à plus forte raison encore, aux bêtes puantes. Parmi elles, il en existe qui méritent une protection des plus étendues, ne fût-ce que pour la fourrure précieuse qu'elles nous fournissent, fourrure qui, cependant, n'est d'aucune valeur si elle est récoltée pendant la belle saison. Ces animaux sauvages commencent à devenir excessivement rares et, en leur accordant une protection restreinte ou absolue, nous ne suivons que le bel exemple que nous ont donné l'Allemagne, la Suisse, la Norvège, le Danemark, l'Autriche, la Pologne, l'Ukraine et d'autres pays encore.

Le législateur luxembourgeois a, dans cette affaire, des responsabilités auxquelles il ne se soustraira pas. Car les beautés

et les richesses naturelles de la patrie n'appartiennent pas seulement à quelques-uns, mais à la population tout entière. Nous irons plus loin encore, elles n'appartiennent pas seulement à la génération actuelle, mais à ses descendants. Ceux de notre époque n'en sont que les usufruitiers et, un jour, ils devront en rendre compte aux générations futures. Faisons donc de notre mieux pour que le jugement que nos descendants porteront un jour sur nous, ne soit pas trop sévère.

Si de telles idées ne suffisaient pas à convaincre le législateur, nous nous permettrons de le rendre attentif aux plaintes répétées qui nous viennent des milieux ruraux, sur les dégâts causés aux récoltes par les lapins de garenne et par d'autres animaux-gibiers, plaintes qui, toutes, sont les suites fâcheuses d'une destruction insensée des oiseaux rapaces et des bêtes puantes et de la rupture d'un équilibre naturel. Nous rappelons aussi la capture de la taupe, piégée chez nous par des étrangers, capture qui pourrait un jour nous valoir une pullulation de vers blancs, causant alors des pertes considérables à l'agriculture luxembourgeoise.

Pour tous ces motifs, nous avons l'honneur de déposer cette proposition de loi sur la protection de la Faune et de la Flore du pays.

Car il faut, ne fût-ce que pour élargir le cycle des lois protectrices votées dans ces dernières années, ne pas oublier les plantes et les insectes devenus rares et qui sont arrachés ou détruits si souvent d'une manière inconsidérée.

Nous terminons notre exposé par ces paroles que M. Derscheid, directeur du Musée du Congo à Tervueren, a prononcées à Amsterdam lors de sa conférence sur la protection de la nature:

« Comment ne pas se préoccuper de l'intérêt que présente pour la science la conservation des espèces encore vivantes et servant de jalons et de traits d'union entre les temps passés et les temps futurs. L'esprit se révolte à l'image de cette marche lente et progressive de la vie, marche brutalement interrompue en un instant par l'éclair d'une carabine, pour le maigre motif matériel de quelques individus. »

(signé): Thilmany
et quatre autres membres de la Chambre des Députés.

Le texte de la loi ne fut pas admis, à la suite d'un rapport défavorable du Conseil d'Etat, en date du 26 juillet 1935.

Aujourd'hui, où la protection de la nature est devenue un problème d'ensemble qui dépasse largement les cas prévus dans le texte ci-dessus et qui implique les conditions d'existence mêmes de l'humanité, notre pays doit prendre également, dans la mesure de ses moyens, ses responsabilités à propos de cette question primordiale.